

Du côté des enseignants

Le problème des enseignants, ce sont comme toujours des TD avec un nombre d'étudiants considérable, qui font de l'Université les parents pauvres (très pauvres*) de l'enseignement supérieur. Avec le choix de refuser des étudiants (proposition inacceptable, allant à l'encontre de la mission de service public de l'Université) ou encadrer des TD surchargés dans des conditions désastreuses. Le problème de l'échec à l'Université, ce n'est pas avec la semestrialisation –appliquée contre l'avis de la grande majorité des enseignants– qu'on le résoudra.

En Ex-UFR de sociologie, il y a plus de 2800 heures complémentaires à assurer !! On ne trouve pas d'enseignants pour assurer les cours ! Et pourtant il y a des doctorants au chômage. Et il y a des chargés de cours dont la seule perspective est d'être remerciés après usage.

Aussi, quand les cours démarrent dans des conditions épouvantables de travaux, on voit fleurir sur les murs des protestations comme celles des philosophes qui ne le prennent plus avec philosophie...

* On dépense 89 200 F en moyenne par an par élève-ingénieur, 75 000 F pour un étudiant de classe préparatoire aux grades écoles et 35 500 F à l'université.

Précarité : résolument contre !

Précarité : résolument contre !

Le problème de l'emploi chez les IATOS

À SUD, la lutte pour l'emploi est une priorité ; elle est la base de la lutte contre l'exclusion. C'est aussi nécessaire à un service public d'éducation de qualité.

La réduction du temps de travail à 32 heures est la seule susceptible d'entraîner des créations massives d'emplois. Et pour cela il faudrait envisager sérieusement la semaine de 4 jours.

La flexibilité des horaires ne contribue pas à améliorer la situation de l'emploi. Au contraire, elle est une manière de limiter les effectifs. Elle est subie, et d'autant plus injuste qu'elle s'exerce surtout sur les agents d'exécution.

Au Mirail, comment faire ?

Dénonçons l'utilisation de la précarité : Notre analyse de juin, lors du scandaleux mouvement du personnel où seul le "mérite personnel" pouvait convenir à des emplois sans qualifications particulières, a mis à jour des structures et des mécanismes n'ayant rien à voir avec la justice sociale.

Il est apparu au niveau de nos divers "Responsables" (qu'ils soient enseignants ou chefs de services) une convergence d'intérêts :

- premièrement, une volonté profonde d'éviter les emplois de personnel IATOS titulaires (398 "titulaires" pour 181 "non-titulaires").

- deuxièmement, une pression à la flexibilité. Les revendications des basses catégories (catégories C, niveau BEPC) sont ignorées au profit des seuls intérêts financiers des services, et/ou des intérêts de promotion du "Responsable". Aussi cherchent-ils à obtenir que leurs "serviteurs"

aient la plus grande plage horaire de présence possible, sous couvert de l'intérêt des étudiants, de l'accueil, ou de meilleure "convivialité". On voit fleurir des propositions de suppression de la journée continue, ou des "permanences" pendant les vacances universitaires. Sous prétexte de permanences, ce sont les congés du personnel qui pourraient être remis en cause.

- en outre, l'autonomie dans les embauches fait que, comme pour les Maires dans leurs communes, il y a risque de dérive clientéliste. Cette sélection du "type privé" (selon le "profil", profil bas, sûrement), que nous dénonçons, est en contradiction avec le principe du concours de la fonction publique, qui est d'ouvrir l'accès à un corps dans lequel le titulaire peut être appelé à exercer au cours de sa carrière un certain nombre de fonctions... Nous assistons ainsi à des embauches personnalisées, des mutations selon la "Volonté du Prince", ou des avancements, au compte-gouttes, octroyés selon une certaine reconnaissance au "mérite" et, encore, uniquement pour ceux de la filière ITARF. Bref, l'injustice généralisée.

Protestons :

Exigeons aussi la suppression du concept d'annualisation du temps de travail, et l'abrogation du décret du 24/08/94. La loi Aubry va devenir incompatible avec les maintiens d'horaires et de congés : le Ministère est aussi partisan de faire travailler les IATOS plus longtemps ?

Tous unis contre la précarité

La lutte des contractuels et précaires est la même que celle des titulaires : il s'agit du respect du travailleur, quelle que soit sa catégorie. Nous ne pouvons pas accepter des divisions entre le personnel IATOS,

Précarité : résolument
contre !

venant de ceux qui cherchent de meilleurs "rendements" sur les agents d'exécution. La lutte des contractuels touchés par les contrats à 10 mois est très importante, car, outre la flexibilité dégradante que cette mesure sous-tend, c'est une attaque aux congés, d'abord d'une catégorie, les non-titulaires, mais qui pourrait s'étendre à toutes les autres, même aux titulaires (cf. plus haut). Les non-titulaires doivent donc être intégrés, sans concours. A SUD la pétition que nous avons diffusé massivement (juin 98) a connu un franc succès. Il faut que la mobilisation se renforce, jusqu'à ce que ces textes, dont l'application n'a pour l'instant été que retardée, disparaissent ! En effet, si les personnes qui ont plus de 2 ans d'ancienneté avec des contrats rectoraux ont obtenu des garanties, les nouveaux contrats rectoraux subiront cette mesure qui entraînera une nouvelle ségrégation. C'est inadmissible !

Le respect de l'étudiant

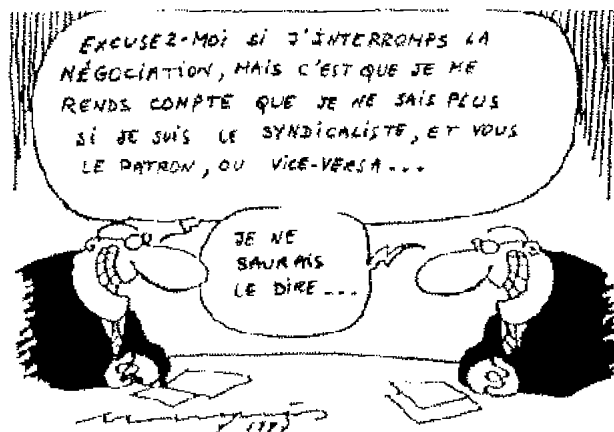
La semestrialisation est-elle une aubaine ?

On peut se demander si la semestrialisation a pour but la suppression de la session de septembre, qui est la seule pour laquelle des étudiants salariés peuvent vraiment se préparer. Mais sans doute vaut-il mieux rechercher à la fac des salariés en "Formation Continue" qui eux payeront le prix fort pour leurs études !...

La "réorganisation" pour être au plus près de l'étudiant.

Cette "réorganisation locale" des UFR arrive juste à désorganiser les renseignements pratiques qui pourraient leur être utiles. On a gardé le même type d'inscription extrêmement lourd, que l'on va simplement multiplier par 5, puis remultiplier par département. Comme cela les problèmes aussi se multiplient. La réflexion sur les structures aurait mérité mieux... Au moins, pendant ce temps, nos dirigeants sont-ils débarrassés de cette foule d'étudiants qui les empêchait de réfléchir à l'avenir de l'UTM. L'édito du dernier "Correspondances" est particulièrement choquant : "une salle A2 toujours ouverte, mais

beaucoup moins saturée que les autres années : voilà les résultats tangibles et réussis de la réorganisation en cours dans l'université"... ! Et tant pis pour les étudiants qui se retrouvent au 1er novembre dans l'incapacité d'avoir un emploi du temps. Ils changeront d'option quand ils pourront. Et tant pis pour les UFR où les cours prennent du retard à cause des travaux !



Et l'aide à l'étudiant par le DARD ?

Le DARD, qui était une bonne idée, voit cette année ses moyens considérablement diminués. De ce point de vue, la réussite de l'étudiant n'est plus une priorité.

SUD-Education contre le mandarina

Au syndicat SUD-Education, nous revendiquons la convergence d'intérêts entre les étudiants, les enseignants et les IATOS, et il y a urgence à avoir une prise de conscience de cette société d'exclusion, de précarité, qui utilise comme moyens principaux la flexibilité, la docilité..., et le détournement de services publics pour, souvent, le seul intérêt de la carrière personnelle de quelques uns. L'injustice généralisée est inacceptable pour quiconque cherche à renouer avec les vraies valeurs du syndicalisme : nous n'acceptons pas de voir certains syndicats d'enseignants n'être plus que des machines à la conquête du "pouvoir autonome" des universités ou des courroies de transmission des desideratas du ministère. Ils ne fonctionnent dès lors que comme des partis politiques..., et ils adopteront bientôt leurs pires défauts... Mais le goût du pouvoir attire : certains préfèrent se faire connaître par le confort de leur bureau que par la qualité de leurs publications.

Délégation d'IATOS au CA démocratique de l'UTM démocratique

On savait déjà que le CA n'était qu'une chambre d'enregistrement pour des décisions prises ailleurs, par quelques uns, qui détiennent tous les dossiers.

Le 20 octobre 1998, on vient d'y voter une motion apportée par une délégation d'IATOS pour que cesse le recrutement de précaires. Mais rappelons que le CA du 22 novembre 1995 s'était déjà prononcé "pour l'arrêt du recrutement des personnels IATOS à statuts précaires" ainsi que "pour le maintien en fonction des personnels à statut précaire". Mais déjà en décembre 95, ce vote était "oublié". Sans engagement précis, ce vote reste une vaste rigolade. La même motion demande la création de 200 postes IATOS. Sachant que les personnels titulaires de l'UTM sont nombreux à être sous-classés, comment éviter les dérapages ? Comment éviter que nos collègues non-titulaires qui ont largement fait leurs preuves, n'échouent à un concours-coup-de-dés ? Une seule solution : demander, pour les 4 ans à venir, la mise en place d'un plan de titularisation de tous les agents non-titulaires, sans concours.

De plus, il faut demander que le CA

s'engage explicitement à ne pas recruter d'emplois-jeunes, ces nouvelles formes de précarisation de l'emploi à destination spéciale de la fonction publique ainsi démantelée progressivement. (voir notre article sur les emplois-jeunes en page 4).

Solidaires avec le mouvement lycéen

Enseigner et étudier autrement, nous nous battons aussi pour ça !

Nous ne pouvons qu'être solidaires avec des jeunes qui...

- las d'être promeneurs de promesse de réforme en consultation démocratique non suivie d'effets,

- expriment leur refus d'un système éducatif qui les traite comme du bétail (orientations forcées, sélection, classes surchargées, gavage d'heures et de disciplines) ;

- s'auto-organisent, réfléchissent ensemble et précisent chaque jour leurs exigences.

Nous voulons une transformation démocratique de l'école.

Travailler autrement... Apprendre à apprendre... Adapter l'enseignement aux mutations culturelles et sociales... Casser les rapports hiérarchiques dans la transmission du savoir, garantir à chacun le même accès au savoir... Nous sommes de plus en plus d'acteurs du sys-

L'Action Sociale façon UTM...

L'Action Sociale façon UTM...

Au SCASC (Service Commun d'Action Sociale et Culturelle), on entend gérer 600.000 francs environ en réunissant les élus qui constituent le conseil de service 4 fois par an ! Ce n'est évidemment pas suffisant pour prendre toutes les décisions. Les élus de ce nouveau service vont-ils là aussi enregistrer des décisions prises ailleurs ? Qui gère réellement tout cet argent ? Comment sont prises les décisions ? On n'a jamais interrogé les personnels sur leurs demandes en matière sociale. N'est-ce pas le travail du SCASC ?

Prenons un exemple : à la 1ère réunion, la question de la création d'une crèche sur

l'UTM a été posée. Une seule réponse, sans concertation : impossible ! Evidemment, les représentants du personnel ont enterré l'idée. Pourtant, l'UTM a recruté ces dernières années un nombre important de personnels ayant des enfants ou en âge d'en avoir. Il est grand temps de recenser les attentes des personnels et de mettre en place les mesures qui s'imposent. C'est une priorité !

Nous demandons :

1. Des réunions plus régulières [1 fois par mois, pourquoi pas ?] ;
2. Qu'une consultation soit engagée par le SCASC sur les attentes des personnels.

Secondaire : les manifs étaient prévisibles

Secondaire : les manifs étaient prévisibles

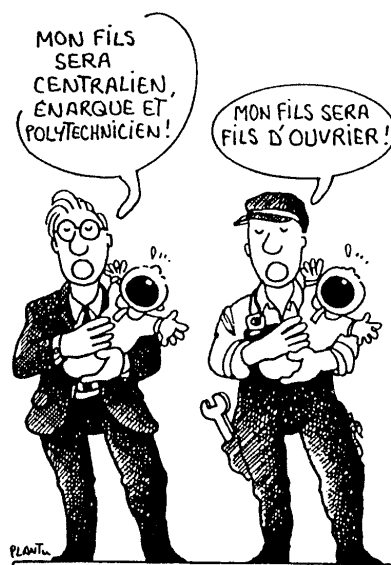
Témoignage d'un collègue du Collège F. Vaysse à la rentrée :

À la rentrée des postes ne sont pas pourvus : en lettres, en latin, en SVT et en anglais... alors que la reprise des élèves s'est effectuée depuis 10 jours. Tout un chacun n'est pas sans savoir que les premiers jours au collège agissent sur le comportement

et sur l'attitude de travail des élèves pour le reste de l'année scolaire, le moindre ratage... et les mauvaises habitudes s'installent. En l'occurrence et même si la situation s'améliore, le mal est déjà fait, car il est fort difficile de motiver des élèves lorsqu'ils passent plus de 2 ou 3 heures en étude, quand il y a de la place et quand ils ne sont pas obligés de patienter à

l'extérieur... plus tard, il sera toujours temps de jouer les « pleureuses » en constatant l'absence de travail et le comportement instable de ces jeunes qui nous sont confiés...

En prenant de la hauteur et du recul, il est possible de se demander pourquoi cet état de fait existe, pourquoi la rentrée se passe aussi mal, alors que partout dans la presse nos instances dirigeantes clament que la rentrée s'est passée sereinement. On voudrait désavouer et torpiller l'école, que l'on ne s'y prendrait pas autrement. À l'heure du libéralisme, la SNCF supprime des lignes jugées non-rentables, La Poste ferme des bureaux de campagne pour le même motif, pourquoi à terme l'École Publique, l'école Républicaine devrait-elle échapper aux chantres de la méthode rentabiliste ?...



Emplois-jeunes dans le supérieur

Deux textes viennent d'élargir le dispositif emplois-jeunes, d'abord aux IUFM (circulaire du 23 juin, publiée au BO du 2 juillet 98), puis aux établissements publics d'enseignement supérieur relevant du MEN (circulaire du 16 juillet, publiée au BO du 23 juillet 98).

Dans les IUFM, des enseignants-chercheurs masqués...

Il s'agit de recruter de « jeunes docteurs agents de développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) » : réalisation, expérimentation et évaluation d'outils pédagogiques, aide aux formateurs et aux enseignants en formation dans le domaine des NTIC, informatisation et mise en réseau des bibliothèques... En traduisant, la fonction mêle donc des activités d'enseignement, de recherche en didactique et d'ingénieur informatique, déjà assurées par les maîtres de conférences informaticiens en poste dans les IUFM. La circulaire peut jurer qu'il n'y a pas d'effet de substitution, que ces activités sont distinctes de la fonction d'enseignement, on ne la croit pas. D'ailleurs le texte se contredit et, pour l'élection des représentants des personnels au conseil d'administration de l'IUFM, affecte les jeunes docteurs au collège autres enseignants et autres formateurs. Autres particularités, il n'y a pas de formation mais une décharge de 20% de leur temps de travail pour un projet d'intégration en entreprise ; le recrutement est réalisé par une commission présidée par le directeur de

l'IUFM (qui devient donc petit patron), qui auditionne le candidat ; le salaire est de 1,5 SMIC, financé par le MEN (1 SMIC), par des ressources propres (l'IUFM devient petite entreprise) et éventuellement par une dotation du MEN. Ainsi, par touches successives, se met en place une véritable grille des salaires des précaires. Le reste est identique au dispositif général. 200 recrutements sont programmés pour la rentrée.

Un nouveau statut précaire dans l'enseignement supérieur

Les fonctions des « auxiliaires de vie universitaire » correspondent à des « besoins nouveaux ou insuffisamment pris en compte » : accueil et assistance des étudiants, animation des campus, aide à l'utilisation des NTIC, surveillance et sécurité... Ce ne sont évidemment pas des besoins nouveaux, mais au contraire des fonctions mal remplies en raison de l'immense pénurie en emplois d'IATOS programmée depuis des années par les ministères successifs.

Les candidats, sauf exception liées à des fonctions particulières, ne peuvent être bacheliers. Le recrutement est laissé à la discrétion du responsable de l'établissement qui est l'employeur et le gestionnaire du contrat privé. La rémunération est fixée au SMIC, 80% sont financés par le MEN, 20% par les ressources propres de l'établissement. Le reste est identique au dispositif général. Si l'agression contre le service public n'était pas aussi grave, on aurait envie de brocarder le ministre

qui se prend les pieds dans le discours socialiste sur les besoins émergents. Car il n'y a dans les fonctions énumérées aucun métier qui n'existe déjà à l'Université et dans les IUFM, alors Allègre tortille les textes : enseignement devient « aide individualisée aux formateurs et aux enseignants en formation », recherche didactique, « production d'outils pédagogiques »,... il va chercher les étudiants handicapés, étrangers, l'extension des horaires d'ouverture pour argumenter les besoins nouveaux que ne rempliraient pas les IATOS... Non, faux, toutes les fonctions énumérées existent déjà, et sont remplies par des agents fonctionnaires, ... certes en nombre insuffisant !

L'effet de bande de ces deux textes est alors de montrer que les besoins ne sont pas satisfaits.

Ce qui renvoie à la volonté d'Allègre, en surfant sur l'alibi du chômage des jeunes, de renforcer tout ce qui va dans le sens de la privatisation, et de son corollaire, l'autonomie des établissements. On peut malheureusement redouter (et heureusement le combattre), que nombre de responsables universitaires se précipitent pour appliquer ces textes, aussi bien par mégalo-manie « entrepreneuriale », que par opportunisme gestionnaire.

En créant ces nouveaux postes précaires, le ministère reconnaît que les besoins ne sont pas remplis : exigeons les postes de titulaires nécessaires au fonctionnement du service public d'enseignement supérieur et de recherche !

SUD-Education Jussieu

tème éducatif qui nous impliquons dans cette volonté de transformer l'école...

Et exigeons de véritables moyens pour y parvenir.

Jusqu'ici, Allègre n'a répondu à l'attente des lycéens qu'en prévoyant une multiplication des emplois précaires (contractuels, emplois-jeunes...).

Là encore, les moyens ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Ce sont de véritables emplois et des plans de formation continue axés sur la transformation du système dont on a besoin.

**SUD-Education
Midi-Pyrénées**

Nos permanences

le lundi après-midi :
commission 1er degré

le mardi après-midi
tous les 15 jours :
commission 2nd degré

2 mercredi matin
sur 3 : commission
trésorerie

le mercredi après-midi :
commission supérieur

le jeudi après-midi
commission 1er degré

On peut aussi nous téléphoner :

poste 3827
ou 05 61 50 38 27
si vous appelez de l'extérieur

Tout cela à notre local sur l'UTM :

porte 231
bloc « Philo »

e-mail :
sudeduc@univ-tlse2.fr